

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Défaillances en Europe centrale et orientale : une stabilité apparente, une fragilité sous-jacente et des risques croissants à l'horizon

Paris, le 21 avril 2026 – Alors que les chiffres globaux relatifs aux faillites en Europe centrale et orientale se sont globalement stabilisés en 2025, la dernière étude de Coface sur les faillites dans cette région révèle une réalité bien plus contrastée, marquée par de fortes disparités entre les pays et les secteurs, de plus en plus influencées par des conditions macroéconomiques divergentes.

Points clés :

- Les défaillances sont stables (**+0,26 %**), mais avec de grandes disparités régionales
- La Pologne a enregistré la plus forte hausse, avec une augmentation des faillites de **17,8 %**
- Les secteurs de l'industrie manufacturière, de la construction et des transports sont confrontés à la plus forte augmentation des défaillances.

Au niveau régional, les défaillances n'ont augmenté que de **0,26 % en 2025**, passant de 46 043 en 2024 à **46 161 en 2025**. L'inflation a ralenti, les taux d'intérêt ont commencé à baisser, les marchés de l'énergie se sont améliorés et les pressions salariales se sont atténuées, offrant un soulagement partiel aux marges des entreprises. Cependant, ces améliorations ne se sont pas traduites par une reprise uniforme pour les entreprises de la région.

« Les chiffres globaux suggèrent une stabilisation, mais la réalité sous-jacente est bien plus complexe » **a déclaré Mateusz Dadej, économiste pour l'Europe centrale chez Coface.** « L'écart entre les pays se creuse et les dynamiques de défaillances sont de plus en plus influencées par des facteurs nationaux tels que les cadres réglementaires, la politique budgétaire et l'exposition à la demande extérieure. »

Les divergences entre pays dominent le tableau régional

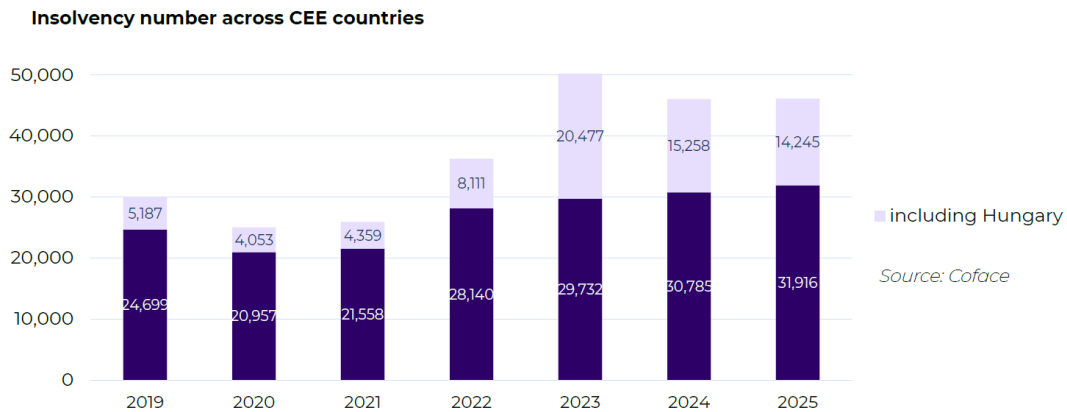
Au niveau national, trois tendances distinctes se sont dessinées dans la région en 2025 avec notamment une divergence marquée en Europe centrale et orientale, certaines économies enregistrant des baisses à deux chiffres tandis que d'autres affichaient des hausses tout aussi marquées.

La Pologne a enregistré la plus forte augmentation, avec une hausse des défaillances de +17,8 %, reflétant en grande partie le recours croissant aux procédures de restructuration plutôt qu'une détérioration soudaine de l'activité économique. La **Slovénie (+12,9 %)**, la **Serbie (+9,6 %)**, la **République tchèque (+8,7 %)** et la **Roumanie (+3,8 %)** ont également connu une hausse des défaillances, sous l'effet combiné d'un resserrement budgétaire, d'incertitudes politiques, d'une faible demande extérieure et d'une détérioration des comportements de paiement.

En revanche, la **Croatie (-18,6 %)**, la **Slovaquie (-14,5 %)**, la **Lituanie (-13 %)**, la **Lettonie (-7,4 %)**, la **Hongrie (-6,6 %)** et la **Bulgarie (-6,2 %)** ont enregistré des baisses notables,

indiquant une normalisation progressive après les pics antérieurs liés à la crise énergétique, aux changements réglementaires et à la levée des mesures exceptionnelles mises en place pendant la pandémie.

L'Estonie (+1,1 %) est restée globalement stable, illustrant comment une résilience nationale apparente peut encore masquer des pressions sectorielles persistantes.



Pressions persistantes dans les secteurs cycliques

D'un point de vue sectoriel, les tendances en matière de défaillances se sont révélées plus homogènes à travers la région. Les hausses les plus marquées ont été observées dans l'industrie manufacturière, la construction et les transports, reflétant leur sensibilité aux conditions de financement et aux fluctuations de la demande extérieure. Bien que la baisse des taux d'intérêt et le ralentissement de l'inflation aient apporté un certain soulagement, l'affaiblissement du pouvoir de fixation des prix et l'impact différé des chocs de coûts antérieurs ont continué à peser sur la liquidité, en particulier pour les petites entreprises.

Perspectives pour 2026 : la volatilité énergétique redéfinit l'environnement de risque

À l'horizon 2026, toute stabilisation apparente a peu de chances de durer. Coface s'attend à ce que les risques d'insolvabilité en Europe centrale et orientale s'intensifient, alors qu'un nouveau choc énergétique pèse aussi bien sur les ménages que sur les entreprises. La hausse des prix du pétrole et du gaz se traduit déjà par une hausse des coûts des intrants, comprimant les marges et obligeant les entreprises à absorber ou à répercuter la hausse des dépenses dans un contexte où la demande reste fragile. En tant qu'importatrice nette de matières premières énergétiques, la région reste particulièrement exposée.

Des mesures d'atténuation telles que le plafonnement des prix des carburants ou des réductions d'impôts pourraient apporter un soulagement à court terme aux budgets des ménages. Toutefois, elles s'accompagnent d'une pression budgétaire accrue et de risques potentiels pour la sécurité d'approvisionnement. Parallèlement, la hausse des défaillances en Allemagne, principal partenaire commercial de la région, accroît le risque de répercussions via les liens commerciaux et les chaînes d'approvisionnement.

« Des facteurs favorables se profilent à l'horizon, notamment une absorption accélérée des fonds européens et une demande extérieure plus soutenue dans le courant de l'année 2026 », a déclaré **Jarosław Jaworski, directeur général régional de Coface pour**



l'Europe centrale et orientale. « Toutefois, ces éléments positifs ne devraient pas compenser entièrement la volatilité des marchés énergétiques et les risques externes. Alors que l'environnement opérationnel redevient plus difficile, les entreprises doivent se concentrer sur la gestion de la trésorerie, la maîtrise des coûts et le risque de contrepartie. »

Coface prévoit une augmentation des défaillances d'entreprises en Europe centrale et orientale en 2026, alors que le regain de pression sur les coûts, les dépendances extérieures et l'incertitude en matière de politique économique mettront à l'épreuve la résilience des entreprises dans toute la région.

Accédez à l'étude complète [ici](#) (en anglais)

SERVICE DE PRESSE COFACE

Adrien Billet : +33 6 59 46 59 15

adrien.billet@coface.com

HAVAS PARIS

Malcolm Biiga : +33 6 47 09 92 66

Lucie Bolelli : +33 6 42 18 30 82

coface@havas.com

COFACE: FOR TRADE

Acteur de référence de la gestion du risque de crédit commercial au niveau mondial depuis 80 ans, Coface aide les entreprises à développer leurs activités et à naviguer dans un environnement incertain et volatil. Quels que soient leur taille, leur localisation ou leur secteur d'activité, Coface accompagne 100 000 clients sur près de 200 marchés à travers une gamme complète de solutions : assurance-crédit, services d'information, recouvrement de créances, assurance Single Risk, caution, affacturage. Chaque jour, Coface capitalise sur son expertise unique et les technologies de pointe pour faciliter les échanges commerciaux, sur les marchés domestiques comme à l'export. En 2025 Coface comptait ~5 511 collaborateurs et a enregistré un chiffre d'affaires de 1,84 €Mds.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur coface.com

COFACE SA. est coté sur le compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

COFACE SA certifie ses communications depuis le 25/07/2022.
Vous pouvez vérifier leur authenticité sur wiztrust.com

